



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

pouvoir d'achat et salaire minimum

Question au Gouvernement n° 1456

### Texte de la question

#### POUVOIR D'ACHAT ET SALAIRE MINIMUM

**M. le président.** La parole est à M. Hubert Wulfranc.

**M. Hubert Wulfranc.** Monsieur le Premier ministre, il y a quinze jours, le Président de la République, votre gouvernement et votre majorité disaient aux Français : « La voie royale est ouverte pour la transition écologique du pays. Nous donnons les moyens aux Français pour y parvenir. »

**M. Fabien Di Filippo.** C'est raté !

**M. Hubert Wulfranc.** Il y a une semaine, patatras ! les Français ont fait leurs comptes. Ils manifestent depuis lors leur immense colère face à l'anéantissement de leur pouvoir d'achat à la suite de vos mesures antisociales successives, dont la terrible hausse de la CSG, mise au regard de la suppression honteuse de l'ISF.

Hier, le Président n'a apporté aucune réponse claire et renvoyé à des conclusions, qui seront remises dans trois mois, sur les revendications d'urgence des Français. Néanmoins, ce matin, aux aurores, vous avez accepté d'ouvrir le dialogue avec les gilets jaunes, tout en disant non à une revalorisation significative du salaire minimum.

Eh bien, nous y sommes : à force d'être mise sur le grill, votre politique de droite... *(Exclamations sur les bancs du groupe LR. – Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI.)*

**M. Pierre Cordier.** Oh ! Ce n'est pas vrai !

**Mme Brigitte Bourguignon.** Écoutez vos collègues LR !

**M. Hubert Wulfranc.** ...est secouée publiquement, sur tous les écrans,...

**M. Laurent Furst.** C'est tout de même mieux que cela, une politique de droite !

**M. Hubert Wulfranc.** ...à propos du sujet majeur sur lequel les députés communistes...

**M. le président.** Seul M. Wulfranc a la parole.

**M. Hubert Wulfranc.** ...ne cessent de vous interpellier depuis dix-huit mois. Fabien Roussel l'a encore fait il y a une semaine, et le ministre Bruno Le Maire lui a répondu que ce n'était pas votre priorité.

Alors, monsieur le Premier ministre, 1 188 euros net par mois (Mme Muriel Ressiguier applaudit) : c'est non pour une augmentation ? Va-t-il falloir que le climat social s'électrise davantage encore pour que vous consentiez à négocier ? (Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI ainsi que sur plusieurs bancs du groupe SOC. – M. Jean Lassalle applaudit également.)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Vous m'interrogez, monsieur le député, sur la revalorisation du SMIC et l'évolution du pouvoir d'achat, à la suite de M. Roussel hier.

Pour vous répondre, je commence par pointer un fait précis : depuis dix ans, le pouvoir d'achat a diminué chaque année en France. C'est un fait incontestable, et il n'est pas impossible, monsieur le député, qu'une partie de la colère qui s'exprime aujourd'hui soit consécutive à l'accumulation de ces dix années de diminution du pouvoir d'achat. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs des groupes GDR, FI et LR.)

**M. Fabien Roussel.** Oui !

**M. Pierre Cordier.** Vous étiez là !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Je ne le dis pas pour m'en excuser : je le dis parce qu'il n'y a aucune façon de répondre à un problème si l'on ne regarde pas quelle en est l'origine. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.) Vous n'avez d'ailleurs pas dit le contraire, monsieur le député. Depuis dix ans, le pouvoir d'achat a donc diminué.

**M. Olivier Faure.** Pas pour tout le monde !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Notre objectif est de faire en sorte que le travail paie,...

**M. Stéphane Peu.** L'ISF, ce n'est pas le travail !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** ...que la croissance revienne, que l'économie française, parce qu'elle sera plus compétitive,...

**Mme Danièle Obono.** Raté !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** ...parce qu'elle sera plus attractive,...

**Mme Danièle Obono.** Raté !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** ...crée globalement plus de richesse et puisse, évidemment, en distribuer davantage.

**Mme Danièle Obono.** Encore raté !

**M. Fabien Di Filippo.** Rendez l'argent !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** C'est notre politique ; c'est le cap qui a été fixé par le Président de la République et que je veux tenir.

Vous avez évoqué, monsieur le député, la revalorisation du SMIC. Depuis longtemps maintenant, celle-ci est organisée par une procédure et obéit à une formule qu'il convient de respecter.

**M. André Chassaigne.** Il faut la modifier !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Mme la ministre du travail l'a rappelé, les règles ont été fixées et le calendrier sera respecté. Les décisions relatives à l'éventuelle revalorisation du SMIC intègrent, vous le savez, une partie automatique – l'inflation est prise en compte par un mode de calcul sur lequel je ne reviens pas, car il a été présenté très clairement par Mme la ministre du travail – et, le cas échéant – rien n'est obligatoire –, ce qu'on appelle le fameux « coup de pouce ».

**M. Sébastien Jumel.** Rien depuis 2012 !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Depuis 2012, vous le savez, il n'y a eu aucun coup de pouce. Reconnaissez, monsieur le député, qu'il est intéressant de constater que le pouvoir d'achat a diminué durant les dix dernières années et qu'aucun coup de pouce n'est intervenu au cours des six dernières. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.)*

**M. Sébastien Jumel et M. Hubert Wulfranc.** C'est vrai !

**M. Éric Diard.** Et qui était à Bercy ?

**M. Fabien Roussel.** Il faut changer cela !

**M. Stéphane Peu.** On ne peut pas continuer !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Je le dis pour tout le monde. Et je me permets de rappeler, monsieur le député, que notre objectif est de faire en sorte que le travail paie.

**M. Pierre Cordier.** C'est l'ancien directeur général de l'UMP qui le dit.

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** C'est pour cela que nous avons pris des mesures qui permettent l'augmentation de la rémunération et du pouvoir d'achat de ceux qui touchent le SMIC.

**M. Thibault Bazin.** Vous reprenez d'une main ce que vous donnez de l'autre !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** C'est exactement pour cette raison que nous avons supprimé les cotisations salariales *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM)*, ce qui représente un revenu supplémentaire pour les gens qui gagnent le SMIC et pour les actifs. Ce revenu supplémentaire est bien là : il a commencé à produire ses effets de façon nette à partir d'octobre dernier, et il va continuer à s'accroître. Nous avons aussi pris des mesures relatives aux heures supplémentaires, qui s'appliqueront dès l'année prochaine. Les heures supplémentaires travaillées paieront plus, elles aussi. Le travail doit payer, monsieur le député.

Bien sûr, nous avons un désaccord : vous aimeriez une revalorisation presque automatique du SMIC.

**M. Stéphane Peu.** Et le rétablissement de l'ISF !

**M. André Chassaigne.** Oui !

**M. Fabien Roussel.** Et la suppression du CICE !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Hier, on a proposé 200 euros de plus. Mais bien sûr, 200 euros de plus ! Il serait très facile pour un gouvernement de dire aux entreprises qu'elles doivent payer !

Notre objectif est de faire en sorte que le chômage recule, que la compétitivité s'accroisse, que la croissance reparte. Grâce à cela, monsieur le député, nous verrons le pouvoir d'achat augmenter en France, effectivement

et durablement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

**Mme Danièle Obono.** Cela fait dix ans qu'on entend la même chose !

## Données clés

**Auteur :** [M. Hubert Wulfranc](#)

**Circonscription :** Seine-Maritime (3<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1456

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [29 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 novembre 2018](#)